

FILE D'ATTENTE ET BOUSCULADE POUR DES POSTES DE PRE-EMPLOI

Les 8 000 DA de la honte !

Des centaines d'universitaires de Birtouta, Reghaïa, Koléa, Bab Ezzouar et des autres dairas de la capitale se sont présentés au siège de la délégation de l'emploi de jeunes d'Alger-sud. Hier et à l'instar de dimanche dernier, une marée humaine s'est formée aux abords de ce siège. Dès 8 heures du matin, et parfois même avant, des diplômés en quête d'emploi s'y sont présentés. Ce sont des "chanceux" qui ont vu de la création de nouveaux postes budgétaires dans le cadre du pré-emploi. Et pour certains, c'est pour la troisième fois qu'ils se représentent. "J'ai vu qu'ils ont débloqué de nouveaux postes budgétaires alors je suis venue en quête d'informations", répond une architecte diplômée en 2002. Comment l'a-t-elle su ? "Il n'y a eu ni avis de presse, ni autre chose dans ce sens. Ce sont des amis qui m'ont appelée pour m'en informer" répond-elle. Ce sont des cousins, des parents et des amis qui, ayant vu les personnes agglutinées ont dépêché le "désespéré" universitaire au chômage. Des mamans ou des papas sont là également à l'affût d'informations.

Manque de communication

Quasiment tous les secteurs et branches que forment l'université algérienne y sont représentés.

Les curriculums vitæ (CV) à la main, les diplômées patientent des heures durant dans la rue pour passer une sorte d'entretien. Et à savoir si leur profil est recherché. "Normalement, j'ai tout ce qu'il faut : carte bleue et CV" commente une jeune biologiste. Se trouvant dans la file, une universitaire l'interpelle : "Tas un avis favorable d'une entreprise ?" "Non. C'est quoi au juste ?" demande-t-elle. "Le mieux c'est d'avoir déjà pris contact avec un organisme qui soit répertorié chez eux et d'avoir leur accord" lui confie-t-elle. Autant d'astuces qui sont filées entre ces universitaires.

Une agronome, spécialiste phytosanitaire est venue se renseigner en compagnie de sa mère. "J'ai été envoyée par le bureau de Bab Ezzouar, ma commune. Ils m'ont dit que des postes se sont libérés." dit-elle. "Mais comment ça se passe ? Au bureau de Bab Ezzouar, il y a des listes et on peut choisir. C'est la même chose ici ?" demande-t-elle encore. Elle est stupéfaite d'apprendre que rien de cela ne se passe. Une jeune architecte lui répond que ce sont des agents qui font le tri et choisissent l'orientation. Après avoir eu quelques renseignements sur la procédure, elle repart bredouille en se disant que sa spécialité sera certainement recherchée.

Deux autres jeunes filles venues aux nouvelles regardent la foule en se demandant si elles allaient attendre. "Je suis médecin, et ma copine est chirurgien dentiste. Nous sommes venues de Koléa et nous ne nous attendions pas à tout ce monde" confie-t-elle. Il est 10 heures 30. La surprise de voir des médecins cherchant un poste de pré-emploi passée, nous apprenons que plusieurs médecins ont eu déjà recours à cette formule pour trouver un emploi.

De la bouche même d'un médecin généraliste : "J'ai eu un avis favorable par un dispensaire et je suis venue. J'ai

eu mon diplôme en 2002." Pour elle, c'est l'espoir de pouvoir exercer un métier tant attendu qui se profile. A ce moment-là, des cris sont poussés. Des bousculades ont eu lieu mais heureusement sans gravité.

Nécessité d'avoir la licence du "chômage"

Faisant remarquer qu'il y avait plus de femmes, et de loin, que d'hommes, une universitaire note : "Nous, nous sommes prêtes à travailler même pour ce salaire de misère. Eux, non. En plus, ils doivent passer le service militaire". "Que peut-on faire ? Comme beaucoup d'autres qui sont présents dans cette file, je sais que c'est honteux et misérable ce qu'ils nous font endurer en pleine rue ? Si nous acceptons ces conditions, c'est parce que nous n'avons rien d'autre", commente une biologiste promotion 2000 en constatant la longue file d'attente. Et d'ajouter : "C'est simple, tous ceux qui sont là, c'est parce qu'ils ne connaissent personne quelque part."

"Le plus déplorable c'est le manque de considération. C'est la mendicité", ajoute une autre universitaire. "Je suis déjà venue il y a de cela quelques mois. Ils font tout pour nous liquider", ajoute une licenciée en sciences commerciales, option finances.

"Pour ceux qui ont des licences en 2006 et 2005, ils ne seront pas retenus." a affirmé une voix dans la foule. Désespérés, certains n'y croient pas. "C'est simple, ils veulent nous abrutir. Oublier tout ce qu'on a appris. Déjà, une année au chômage c'est difficile" note une jeune interprète. Cette réalité sera confirmée par deux licenciées en finances. Sorties bredouilles, les larmes aux yeux, l'une d'elles raconte : "Parce que je suis licenciée en 2006. Ils

considèrent que les promotions précédentes sont prioritaires." Après avoir attendu plusieurs heures, elles repartent plus désespérées.

Ainsi, en plus d'être qualifié, d'avoir entamé des recherches auprès de sociétés et d'organismes, il faut aussi avoir une licence de chômage. "J'ai rencontré récemment mon professeur à l'université et je lui ai dit que tout ce que j'ai appris est faux. Ce ne sont ni les compétences, ni les aptitudes qui priment en Algérie pour l'emploi mais le copinage et la corruption", émet une licenciée en sciences politiques et de l'information, option organisation. Les péripéties des différentes recherches sont relatées.

"J'avais pensé à passer par une agence de recrutement et il faut payer 3 000 DA, j'y réfléchis encore" raconte une jeune ingénieure d'Etat en informatique, option recherches opérationnelles. "Non, c'est de l'arnaque, il te dit que c'est assuré mais c'est faux. Et je pense même que c'est illégal" lui répond une biologiste, spécialisée en environnement, en chômage depuis 2000.

Parmi toutes ces personnes, il y a celles qui viennent pour le pointage. Renseignement pris, ce sont deux universitaires ayant trouvé un emploi dans le cadre de cette formule mais qui doivent se présenter chaque mois pour faire cacheter leur avis. Il s'agit du suivi du dossier.

Le long chemin continue

Tels des miraculés, les chanceux à avoir eu un poste sortent plus confiants. N'y croyant presque pas, un jeune comptable ressort du bureau avec son "visa" pour un emploi. "Oui, c'est bon. J'ai un poste", dit-il d'une petite voix avant de déguerpir pour continuer les démarches.

Une psychologue sort du

bureau très pressée et surexcitée : "Je ne sais pas si je dois descendre au bureau de Victor-Hugo ou bien aller au travail." L'interrogeant pour avoir plus de précisions, elle répond : "Je travaille la demi-journée dans une polytechnique de Bologhine pour 3 000 DA dans le cadre de l'emploi des jeunes et maintenant, j'ai réussi à avoir un transfert dans le pré-emploi." Le temps de lancer cette phrase et elle repart en courant vers Bologhine. Elle devra revenir aujourd'hui et affronter la foule et le mépris des agents pour continuer les démarches.

"Je suis licenciée en droit promotion 2002. Il y a un poste pour moi dans une administration" confie une chanceuse en sortant du bureau à demi-voix. Mais la lumière du bout du tunnel est encore floue. "Je dois descendre au bureau de Victor-Hugo pour faire cacheter cet avis.", ajoute-t-elle.

Elle réapparaît une heure plus tard à bout de souffle. Elle essaye de se frayer un chemin dans la foule pour arriver à la porte et faire cacheter sa carte. Trop tard, il est 11h40. La porte est close alors que l'heure de la fermeture est à midi.

Pour les centaines d'autres universitaires qui attendent, il faudra revenir aujourd'hui et prier qu'il y ait d'autres postes budgétaires.

Plusieurs d'entre eux quittent la file d'attente à bout de force ou en constatant qu'ils ont oublié d'autres papiers, ils promettent de revenir aujourd'hui.

Aux dernières statistiques, le taux de chômage a baissé. Oui, mais à quel prix ? En faisant perdre l'essence même de la personne qui est sa dignité.

Meriem Ouyahia

FORMATION A DISTANCE VIA INTERNET Lancement de la première plate-forme d'enseignement virtuel

La première plate-forme informatique d'enseignement et de formation à distance en Algérie a été lancée, hier, à la Bibliothèque nationale par Actions Technologiques "Actech" et "Comform Communication".

DZCampus.com est l'adresse électronique de ce nouveau portail de formation via Internet. Selon Djamel Bouadjimi, maître de conférences à l'Institut des sciences politiques et de l'information, "ce nouvel espace est destiné dans un premier temps aux entreprises désireuses de mettre à niveau leurs cadres à travers des formations continues ou des cycles de recyclage dans des domaines précis" en expliquant que "le e-learning permet de dépasser les contraintes liées au manque d'espace et de temps" souvent rencontré au niveau de l'enseignement conventionnel. "Outre les coûts moins chers, les apprenants peuvent poursuivre leur formation depuis leur lieu de travail et selon leur propre rythme", poursuit Djamel Bouadjimi. Il convient de préciser que la disponibilité des cours dans telle ou telle autre spécialité dépend toutefois de la demande exprimée. Si celle-ci est grande pour une spécialité donnée, des cours magistraux avec son et image seront introduits configurés puis mis à la disposition des personnes intéressées.

Les utilisateurs doivent au préalable s'inscrire gratuitement aux cours. Pour le lancement de la plate-forme d'enseignement à distance, une première formation a été mise en ligne en direction des chargés de la communication des entreprises et des institutions algériennes. L'offre de cours sera augmentée au fur et à mesure de la demande puisque cette plate-forme est dédiée à "tous les professeurs, enseignants, étudiants et lycéens qui souhaitent avoir leur propre espace gratuit sur Internet, de publier leurs mémoires ou supports en ligne, donner des cours à distance ou de faire partager leurs cours avec leurs élèves, amis et collègues..." Soutiennent les concepteurs de DZCampus.com.

Lotfi Mérad

DIFFUSION HIER À ALGER DU FILM DOCUMENTAIRE D'AL GORE La préservation de l'environnement ou l'enjeu de la survie sur terre

La préservation de l'environnement, les menaces et risques que soulève le développement démographique et industriel en expansion, la possibilité de continuer à vivre, voire de survivre sur la planète Terre, voilà les enjeux bien explicités par le film documentaire, oscarisé, sur les changements climatiques. *An Inconvenient Truth* (Une vérité qui dérange), réalisé par l'ancien vice-président des Etats-Unis, Al Gore. Un film, d'une heure et 20 minutes, diffusé hier à l'hôtel Sheraton (Club-des-Pins) en exclusivité pour l'Algérie et l'Afrique, en prélude aux travaux de la Conférence internationale sur l'énergie et l'environnement (CIEE 2007), organisée, sous le patronage du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khellil, par la revue spécialisée *Symbiose*. En fait, le film d'Al Gore appelle à agir ensemble, à réviser notre façon de penser, notre état d'esprit, à être prêts de changer notre mode de vie, à éviter les erreurs d'appréciation et les schémas mentaux hérités du passé, à réagir aux avertissements. Les avis d'experts convergent là dessus, sans controverse, les avertissements alarmants sont nombreux, concernant le réchauffement des températures, l'intensification des catastrophes naturelles (fortes tempêtes, ouragans, typhons...), la déforestation galopante, voire un chamboulement écologique et climatique global, affectant toutes les régions du globe, et donc menaçant la survie de l'espèce humaine.

Les changements climatiques, ou l'effet papillon

Ainsi, les changements climatiques, préoccupants, sont croissants, en forte et complexe corrélation avec la hausse des émissions de gaz à effets de serre, et notamment le NO_2 et le dioxyde de carbone (CO_2). En d'autres termes, plus il y a de CO_2 émis et plus les températures s'élèvent. Al Gore cite une hausse de 6% de la température moyenne mondiale, indiquant dans son œuvre que les 10 températures moyennes les plus élevées ont été enregistrées durant les 14 dernières années, l'année 2005 ayant été la plus chaude.

En même temps, les précipitations augmentent et la sécheresse également, au moment où la calotte glaciaire a fondu de 40% durant les quarante dernières années, les glaciers étant menacés partout de fonte et donc, plus d'évaporation. Face à ces menaces, Al Gore a insisté sur la nécessité d'une prise de conscience, de la volonté politique, la ratification du protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effets de serre de moitié manquant de l'adhésion de l'Australie et... des Etats-Unis. Cela étant, cette CIEE traite depuis hier des changements climatiques, des énergies renouvelables, de la pollution marine, des risques industriels, de l'écologie industrielle. Outre les scientifiques et les experts nationaux et étrangers, participent également à cette conférence les représentants de sociétés pétrolières

internationales, telles l'algérienne Sonatrach et la française Total. Cette dernière dont le directeur développement durable et environnement, Jean-Michel Gires, a estimé que "le défi du changement climatique devra être relevé, de façon de plus en plus incontournable, en faisant porter les efforts sur l'amélioration des procédés dans l'industrie l'accroissement de l'efficacité énergétique pour tous les utilisateurs d'énergie fossile et le développement de nouvelles options comme le captage et le stockage du CO_2 ".

L'option du stockage de CO_2

Ainsi, Jean-Michel Gires a appelé à "mieux comprendre les phénomènes en cause, en apportant les compétences industrielles en vue des solutions possibles, améliorer le monitoring des émissions de CO_2 , mieux maîtriser les opérations industrielles, mieux aider nos clients à maîtriser leur consommation, préparer les évolutions du système énergétique, imaginer et valoriser les solutions efficaces".

L'expert français appelant à poursuivre le processus de réduction à moitié du torchage de gaz à l'horizon 2012, le développement de nouveaux projets alternatifs, la valorisation du gaz naturel, la promotion de carburants nouvelle génération permettant de réduire de 5% l'émission de CO_2 , le recours aux biocarburants et plastiques allégés. Mais également l'énergie nucléaire même si sa relance ne sera effective que d'ici les années 2020-2030.

Faisant état d'activités de l'amont pétrolier de Total générant des émissions de 60 millions de tonnes équivalent CO_2 , le représentant de cette compagnie française a suggéré également le recours à la technique du captage, compression et stockage géologique du CO_2 , présent en flux concentrés. Ainsi, des expériences pilotes de démonstration industrielle sont menées par le groupe Total, notamment en France, même si, selon Jean-Michel Gires, il faut attendre les années 2025-2030 pour la généralisation systématique de cette technique, au regard de son coût économique "très cher", soit 60 à 100 euros la tonne de CO_2 absorbé. Cela même si l'expérience de "séquestration" et injection de CO_2 , en cours en Algérie, au niveau du gisement gazier de In Salah, exploité en partenariat entre Sonatrach, BP et Statoil, semble donner des résultats encourageants et prometteurs selon le secrétaire général du ministère de l'Energie, Fayçal Abbès, intervenant en ouverture des travaux.

Ainsi, une quantité de 1,2 million de tonnes équivalent CO_2 est récupérée annuellement soit une quantité globale de plus de 20 millions de tonnes équivalent CO_2 durant les 20 ans du projet. Cela étant, Fayçal Abbès, s'exprimant au nom de Chakib Khellil, a appelé à un large débat sur la généralisation du GNL- carburant, les actions lancées par le groupe Sonelgaz donnant selon lui des résultats encourageants.

Chérif Bennaceur